



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;
 Christophe Magdalijs, *Bourgmestre f.f.* ;
 Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,
 Pascale Despineto, *Échevin(e)s* ;
 Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus,
 Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie
 Masset, Suzanne Coopmans, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer,
 Frédéric Lambin, André Decourrière, *Conseillers communaux* ;
 Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Dirk Hoomaert, *Échevin(e)* ;
 Véronique Jamoulle, Marc Vandame, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.03.15

#Objet : Motion concernant les projets d'accords que sont le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), le CETA (Comprehensive Trade and Economic Agreement) et le TiSA (Trade in Services Agreement) et leurs conséquences sur les entités locales#

Séance publique

Secrétariat

Vu le mandat relatif à la conclusion avec les États-Unis d'un accord appelé « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement », donné par les ministres européens des affaires étrangères et du commerce dans le Conseil affaires générales du 14 juin 2013 ;

Vu l'accord politique conclu le 18 octobre 2013 entre l'ancien président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le premier ministre Canadien, Stephen Harper, sur le CETA ;

Vu les négociations en cours des 23 membres de l'OMC (Australie, Canada, Chili, Hong Kong (Chine), Colombie, Corée, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Islande, Israël, Japon, Liechtenstein, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Suisse, Taipei chinois, Turquie et Union européenne) commencées officiellement en mars 2013 ;

Considérant le manque de transparence de ces accords, l'absence de débat autour de ces derniers impliquant la participation de tous les niveaux de pouvoir mais aussi des organisations associatives et syndicales, des organisations socioprofessionnelles et des citoyens ;

Considérant les conséquences potentielles inquiétantes – notamment en termes de concurrence, de normes sociales, environnementales, économiques, sanitaires, agricoles, de propriété intellectuelle, d'exception culturelle ;

Considérant l'importance de préserver le niveau de protection des normes sociales, sanitaires et environnementale en vigueur au sein de l'UE et d'assurer leur respect par les entreprises européennes et étrangères opérant sur le marché unique européen ;

Considérant que les accords de libre-échange ne doivent pas se révéler comme des outils utilisés par certains pour assouplir, voire abroger, les législations européennes, nationales, régionales ou communales ;

Considérant que le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats actuellement défendu par les négociateurs de l'accord, créerait une cour arbitrale composée d'experts non élus, devant laquelle les communes, livrées aux avocats d'affaires, pourraient être directement attaquées par une firme privée. Ce qui signifie que toute espèce de norme – sociale, sanitaire, alimentaire, environnementale ou technique adoptée par un Etat, une Région, une commune, dès lors qu'elle contrarie une firme privée, pourrait être attaquée devant un mécanisme d'arbitrage privé ;

Considérant qu'un tel montage juridique limiterait la capacité des autorités publiques de maintenir des services publics (éducation, santé...), de protéger les droits sociaux, de garantir la protection sociale, de maintenir des activités associatives, sociales, culturelles préservées du marché (menaçant par-là la diversité culturelle et linguistique) ;

Considérant que la commune d'Auderghem développe ou promeut constamment de belles initiatives et pourrait être contrainte et forcée de modifier voire d'annuler ces initiatives ou freinée dans cette voie suite à la signature de ces accords ;

Considérant la motion introduite auprès du Conseil Communal et mise à l'ordre du jour de la séance du 26 mars 2015 ;

Le Conseil communal :

Affirme ses craintes que les projets de TTIP, CETA et TiSA constituent une menace grave pour nos démocraties communales, notamment en matière économique, sociale, sanitaire, environnementale, culturelle ;

Refuse toute tentative de dérégulation de nos normes et toute tentative d'affaiblir le cadre communal, régional, national ou européen notamment en matière sociale, de santé, d'environnement, de protection des travailleurs, des consommateurs et des entreprises ;

Demande l'arrêt d'urgence du processus de ratification du CETA, ainsi que l'arrêt immédiat et définitif des négociations concernant le TTIP et le TiSA ;

Marque sa ferme opposition à toute clause de règlement des différends entre les investisseurs et les autorités publiques ;

Demande aux autorités belges compétentes qu'en cas de nouvelle négociation d'accords de libre-échange, un large débat sur l'ensemble des accords impliquant la participation de tous les niveaux de pouvoir mais aussi les organisations syndicales et associatives, les organisations socioprofessionnelles et les citoyens, soit organisé ;

Demande aux autorités belges compétentes de faire pression au niveau européen afin que les négociations sur ce projet de partenariat se fassent dans la plus grande transparence à l'égard des consommateurs et des citoyens ;

Se déclare en vigilance par rapport à tout autre traité qui poursuivrait les mêmes objectifs ;

Déclare qu'en cas de ratification d'un de ces trois accords, la commune d'Auderghem se considérera comme non concernée par ceux-ci en raison de la non-implication de l'ensemble des niveaux de pouvoir, du manque de transparence dans les négociations et, par conséquent, du caractère non démocratique de ces accords, et dès lors se place symboliquement en tant que « Commune hors TTIP, CETA, TiSA » ;

Déclare qu'en cas de ratification de ces traités, la Commune d'Auderghem pourrait introduire un recours à la Cour européenne de Justice, notamment en raison du caractère non démocratique de ces traités ;

Charge le Collège d'adresser la motion votée par le Conseil aux autorités suivantes : Commission et Parlement européens, Gouvernement fédéral, pouvoirs régionaux et communautaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 27 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Valérie Cops.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 mars 2015

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Jean-Claude Vitoux, <i>Voorzitter</i> ; Christophe Magdalijs, <i>Burgemeester d.d.</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Suzanne Coopmans, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Dirk Hoornaert, <i>Schepen</i> ; Véronique Jamouille, Marc Vandame, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 26.03.15

#Onderwerp : Motie betreffende de ontwerpakkoorden met de naam TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), CETA (Comprehensive Trade and Economic Agreement) en TiSA (Trade in Services Agreement) en de gevolgen ervan op plaatselijke entiteiten#

Openbare zitting

Secretariaat

Gelet op het mandaat met betrekking tot het afsluiten met de Verenigde Staten van een akkoord onder de naam «Transatlantisch Partnerschap voor Handel en Investerings», verleend door de Europese ministers van buitenlandse zaken en handel tijdens de Raad algemene zaken van 14 juni 2013;

Gelet op het politieke akkoord betreffende de CETA afgesloten op 18 oktober 2013 tussen de voormalige voorzitter van de Europese Commissie José Manuel Barroso en de Canadese eerste minister Stephen Harper;

Gelet op de lopende onderhandelingen van de 23 leden van de WTO (Australië, Canada, Chili, Hong Kong (China), Colombia, Korea, Costa Rica, Verenigde Staten van Amerika, IJsland, Israël, Japan, Liechtenstein, Mexico, Nieuw-Zeeland, Pakistan, Panama, Paraguay, Peru, Zwitserland, het Chinese Taipei, Turkije en Europese Unie), die officieel gestart zijn in maart 2013 ;

Gezien het gebrek aan transparantie van die akkoorden, het ontbreken van een debat erover met inspraak van alle overheidsniveaus, maar ook van de verenigings- en vakbondsorganisaties, de socioprofessionele organisaties en de burgers;

Gezien de verontrustende potentiële gevolgen – in het bijzonder betreffende normen op het vlak van de handel, de samenleving, het milieu, de economie, de gezondheid, de landbouw, intellectueel eigendom, culturele uitzondering;

Gezien het belang van het behoud van het beschermingsniveau van de normen op het vlak van samenleving, gezondheid en milieu, die van kracht zijn binnen de EU, en van de naleving ervan door Europese en buitenlandse ondernemingen die op de eengemaakte Europese markt bedrijvig zijn te verzekeren;

Gezien vrijhandelsakkoorden zich niet mogen uiten als werktuigen die door sommigen gebruikt worden om

de Europese, nationale, gewestelijke of gemeentelijke wetgevingen te versoepelen of zelfs te ontcrachten;
 Gezien het mechanisme voor het beslechten van geschillen tussen investeerders en Staten, zoals dit nu verdedigd wordt door de onderhandelaars van het akkoord, een uit niet verkozen deskundigen bestaand arbitragehof in het leven zou roepen waardoor gemeenten, uitgeleverd aan zakenadvocaten, rechtstreeks door een privébedrijf zouden kunnen aangesproken worden. Dit betekent dat eender welke norm op het vlak van samenleving, gezondheid, voeding, milieu of techniek, die zou door een Staat, een gewest, een gemeente aangenomen worden, wanneer zij ongunstig is voor een privébedrijf, voor een privé arbitragemechanisme zou kunnen aangevochten worden;

Gezien een dergelijke juridische constructie het vermogen van de overheid zou beperken om openbare diensten (opvoeding, gezondheid, ...) te behouden, sociale rechten te beschermen, de sociale bescherming te waarborgen, en van de markt gevrijwaarde associatieve, sociale en culturele bedrijvigheden te onderhouden (wat meteen een bedreiging voor de diversiteit van cultuur en taal zou vormen);

Gezien de gemeente Oudergem voortdurend mooie initiatieven opzet en bevordert en ze zou kunnen verplicht en gedwongen worden deze initiatieven te wijzigen of zelfs op te geven of op die weg zou afgeremd kunnen worden, tengevolge van het ondertekenen van die akkoorden;

Gezien de motie ingediend bij de gemeenteraad, die op de agenda van de zitting van 26 maart 2015 geplaatst werd,

De gemeenteraad:

Bevestigt zijn vrees dat de ontwerpen van TTIP, CETA en TiSA een ernstige bedreiging vormen voor onze gemeentelijke democratieën, in het bijzonder op economisch, sociaal, gezondheids-, milieu en cultureel vlak;
 Weigert elke poging tot dereguleren van die normen en eender welke poging om het gemeentelijke, gewestelijke, nationale of Europese kader af te zwakken, in het bijzonder op sociaal, gezondheids-, milieuvlak, op het vlak van de bescherming van de werknemers, de verbruikers en de bedrijven;

Vraagt dringend de stopzetting van het bekrachtigingproces van de CETA, evenals de onmiddellijke en definitieve stopzetting van de onderhandelingen over de TTIP en de TiSA;

Betuygt haar onwrikbaar verzet tegen eender welke clause voor de regeling van geschillen tussen investeerders en openbare overheden;

Vraagt aan de bevoegde Belgische overheden, in geval van nieuwe onderhandelingen over vrijhandelsakkoorden, een ruim debat over alle akkoorden op te zetten, met inspraak van alle overheidsniveaus, maar ook van vakbondsorganisaties en het verenigingsleven, de socioprofessionele organisaties en de burgers;

Vraagt aan de bevoegde Belgische overheden druk uit te oefenen op Europees vlak om de onderhandelingen over dit partnerschapproject volkomen transparant te laten verlopen ten aanzien van verbruikers en burgers;

Verklaart waakzaam te zijn betreffende eender welk ander verdrag dat dezelfde doelstellingen zou nastreven;
 Verklaart dat, in geval van bekrachtiging van één van die drie akkoorden, de gemeente Oudergem zich als niet erbij betrokken zal beschouwen, wegens het gebrek aan inspraak van alle overheidsniveaus, het gebrek aan transparantie van de onderhandelingen, en bijgevolg het ondemocratische karakter van die akkoorden, en zich dus symbolisch als “«Gemeente buiten TTIP, CETA, TiSA» zal opstellen;

Verklaart dat, in geval van bekrachtiging van die verdragen, de gemeente Oudergem in beroep zou kunnen gaan bij het Europese Hof van Justitie, in het bijzonder wegens de ondemocratische aard van die verdragen;

Gelast het college de door de gemeenteraad gestemde motie over te maken aan de volgende overheden: Europese Commissie en Europarlement, de Federale Regering, de Gewest- en Gemeenschapsoverheden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 27 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Valérie Cops.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 30 maart 2015

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns